**Des cortèges moins fournis contre la réforme des retraites, mais des manifestants déterminés : « Si on ne bloque pas tout, le gouvernement ne nous écoute plus »**

Par Thibaud Métais (avec les correspondants du « Monde »)
Publié aujourd’hui à 21h08, mis à jour à 21h53
Temps de Lecture 6 min.

RécitLa troisième journée de contestation de la réforme des retraites, mardi 7 février, a rassemblé moins de manifestants que les précédentes. Mais les syndicats annoncent une très forte mobilisation samedi 11 février. Plusieurs manifestants appellent également à un durcissement du mouvement.

L’habitude s’installe. Pas la résignation. Pour la troisième journée de mobilisation contre la réforme des retraites, l’intersyndicale s’attendait à une baisse du nombre de manifestants comparé au record du 31 janvier (1,27 million selon la police, plus de 2,5 millions selon les syndicats). Le ministère de l’intérieur a recensé, mardi 7 février, 757 000 manifestants partout en France et 57 000 à Paris ; ils étaient près de deux millions pour la CGT, dont 400 000 à Paris. Les huit organisations de salariés misent désormais sur la quatrième journée d’action, organisée samedi 11 février, pour faire les comptes à la fin de la semaine. Car l’abnégation des manifestants est indiscutable. Malgré le début des congés scolaires, malgré les pertes de salaires liées aux jours de grèves, malgré la position inflexible du gouvernement.

Alors que l’examen de la réforme a débuté à l’Assemblée nationale, le mouvement social entre dans une période incertaine, où chacun s’interroge sur la stratégie à adopter. Une chose est sûre, il n’est pas question d’enjamber les vacances de février. Si la rentrée des trois zones, le 6 mars, est dans toutes les têtes, l’objectif est de continuer à mettre la pression sur le gouvernement d’ici là. « La mobilisation est construite sur ces deux journées et si le gouvernement est tenté de se réjouir d’une baisse de la mobilisation aujourd’hui, je lui conseille d’être prudent », prévenait Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, avant que le cortège parisien ne s’élance mardi 7 février.

**« Il faudra aller plus loin »**
Un éventuel durcissement du mouvement, avec un blocage de l’économie et des grèves reconductibles, commence par ailleurs à être évoqué. Le président de la CFTC, Cyril Chabanier, a expliqué que « toutes les options sont sur la table » : samedi 11 février, l’intersyndicale se réunira « pour trouver de nouvelles dates, mais aussi pour se demander s’il ne faut pas monter d’un cran, avec des blocages ou des grèves reconductibles ». Alors que le gouvernement ne compte toujours pas revenir sur le report de l’âge légal de départ à la retraite à 64 ans, « peut-être que les manifestations ne suffiront pas » pour obtenir le retrait du projet de loi, a reconnu le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

Un ton résolument offensif des leaders syndicaux qu’on retrouve au sein des cortèges. Présent pour la troisième fois à Paris, James (les personnes citées par leur seul prénom ont souhaité rester anonymes), inspecteur du travail de 51 ans, pense « qu’un blocage de l’économie est nécessaire » pour se faire entendre. « Le gouvernement doit nous écouter, dit-il. Visiblement, les manifestations massives ne suffisent pas, donc il faudra aller plus loin. »

L’incompréhension face à un gouvernement qui reste sourd aux revendications des syndicats est palpable, partout. « S’agissant des retraites, il y a sans doute un équilibre financier à trouver, mais il y a d’autres solutions à étudier, la façon dont le gouvernement s’y prend est trop brutale », estime Dominique Bousquenaud, secrétaire général CFDT Energie. « Cela pose un problème démocratique, ajoute-t-il. Cela signifie qu’il faut mettre le feu pour se faire entendre et que, si on ne bloque pas tout, le gouvernement ne nous écoute plus. » Pour Basile Pot, cheminot de 54 ans, syndiqué à SUD-Rail, « ces manifestations ne suffiront pas à freiner le gouvernement ». L’agent de la gare de l’Est espère « un mouvement subversif de masse » avec « trois ou quatre jours de blocage total, et pas seulement des cheminots, profs et raffineurs ».

Des secteurs encore une fois mobilisés, mardi 7 février. Le trafic était notamment perturbé à la SNCF, avec 25 % de grévistes (contre 36 % le 31 janvier et 46 % le 19 janvier), de source syndicale et les perturbations devraient continuer mercredi. Dans l’énergie, plus d’un opérateur sur deux (56 %) des équipes du matin des raffineries de TotalEnergies était en grève selon la direction, entre 75 % et 100 % selon la CGT. La direction d’EDF recensait 36,9 % de grévistes, contre 46,5 % le 31 janvier.

**« Je manifeste aussi pour mes enfants »**
Pendant que, dans le cortège parisien, les tubes des années 1980 résonnent boulevard Saint-Denis, entre Opéra et République, les députés ferraillent à l’Assemblée nationale sur le projet de loi. De nombreux manifestants espèrent que la rue poussera plusieurs élus à ne pas voter le texte. Assise sur les marches de l’opéra Garnier, Sandrine Monnoury, 61 ans, est à la retraite depuis six mois. « Contrairement à ce que prétend le gouvernement, tout le monde a bien compris ce que représentait cette réforme : travailler toujours plus, si besoin avec le dos cassé », déplore l’ancienne bibliothécaire. Derrière la « prise de conscience collective », elle espère un « mouvement pas près de se relâcher ». Surtout maintenant que les débats parlementaires ont débuté : « La droite n’est pas si unie que ça. Si, à nous tous, on en convainc une poignée de nous rejoindre, ça pourrait bloquer à l’Assemblée », veut croire cette manifestante.

Lire aussi : Réforme des retraites : quels scénarios possibles pour le vote à l’Assemblée nationale ?
A Lille, David, postier de 37 ans, n’attend en revanche rien de ces débats parlementaires : « C’est de la rue que viendra l’opposition. C’est nous qui produisons, c’est nous qui décidons. Il n’y a que la grève qui fera avancer les choses. » Dans le même cortège lillois, Lucie, étudiante en master, est sans illusions : « Peu importent les sondages, peu importent les manifs, le gouvernement passera de force. »

Les deux filles trentenaires d’Isabelle, 58 ans, sont « vraiment résignées » elles aussi ; elles n’ont pas accompagné leur mère à la manifestation, à Blois, à l’inverse de son compagnon, Laurent. Téléconseillère depuis 2016, après trente-deux ans dans le BTP du côté de Romorantin (Loir-et-Cher), Isabelle connaît la date de son départ en retraite : août 2024. Elle n’attendra pas 62 ans, l’âge auquel elle pourra prétendre à une pension à taux plein : « Pour gagner 17 euros de plus par mois, c’est pas la peine. » La réforme devrait tout de même repousser son départ de quelques mois : « C’est très flou. Je ne comprends pas beaucoup les derniers ajustements de la réforme, mais je manifeste aussi pour mes enfants. »

Catherine Lenne, 58 ans, chasuble orange de la CFDT et lunettes fuchsia, partira également plus tard à la retraite avec la réforme. Conductrice de bus depuis vingt-quatre ans, dont dix-neuf pour l’agglomération de Blois, son départ, initialement prévu à 62 ans, serait reporté à 63 ans et demi. Hors de question pour elle, alors que son métier est devenu bien trop éreintant, notamment à cause de ses horaires changeant en permanence. « Il faut conduire, bien sûr, et j’aime ça, mais surtout, il faut faire le gendarme… Les incivilités, les bagarres à bord font partie de notre quotidien. » Elle a pris l’habitude de venir travailler pendant ses congés à cause d’une sévère pénurie de conducteurs. « J’approche de la soixantaine et même se reposer normalement devient difficile. Or, c’est un métier où il est essentiel d’être en forme. »

**« A 60 ans passés, on est détruit »**
A Rodez aussi, il est question de repos. Dans le cortège d’environ 3 000 personnes (selon l’intersyndicale) qui arpentent calmement les rues de la préfecture de l’Aveyron, une délégation de la Confédération paysanne marche sous ses drapeaux jaunes. Selon Sébastien Persec, son porte-parole départemental, « le monde paysan doit être solidaire du reste de la société ». « Nous nous battons pour tout le monde, pas simplement pour les paysans », précise-t-il. Si la Confédération attaque « l’escroquerie de l’annonce d’une retraite minimum à 1 200 euros brut », Sébastien Persec rappelle surtout la pénibilité du métier et la rareté des vacances : « On aimerait bien profiter de temps libre et de repos à notre retraite. »

Une trentaine de salariés de l’entreprise de transport Fedex, basée à l’aéroport de Roissy, sont venus manifester à Paris pour la troisième fois, après une courte nuit, et portent fort cette question de la pénibilité. « Ce matin j’ai fini à 5 heures, j’ai dormi trois heures et puis je suis venu là, et je continuerai jusqu’au bout, témoigne Zouhaier, 57 ans, agent de tri au chargement et au déchargement. C’est beaucoup de manutention ! Si les politiques venaient voir la dureté de notre travail, ils nous donneraient la retraite à 40 ans ! » Venu de Besançon, Vincent Martial, 49 ans, espère également faire comprendre au gouvernement qu’après des années dans le BTP, « à 60 ans passés, on est détruit ». L’ancien maçon, désormais salarié de l’organisme de formation Bâtiment CFA Bourgogne-Franche-Comté, a passé son temps « à porter des charges lourdes, dehors avec les intempéries, et avec des postures pénibles » et veut donc voir s’améliorer la prise en compte de la pénibilité.

Si quelques tensions ont eu lieu entre forces de l’ordre et manifestants à Paris, donnant lieu à 17 interpellations, selon un bilan provisoire de la Préfecture de police, la nouvelle doctrine du maintien de l’ordre éprouvée lors des dernières manifestations est toujours à l’œuvre. Placées dans les rues adjacentes et plutôt très discrètes sur le parcours, les forces de l’ordre n’interviennent qu’en cas de dégradation sérieuse de bâtiments.

A Rodez, en conclusion du défilé, Sylvain Lagarde (FSU) appelle au nom de l’intersyndicale à une nouvelle mobilisation samedi 11 février, au nom de « tous les premiers de corvées ». Même chose à Paris, où un gréviste, micro à la main, prévient : « C’est un petit entraînement avant samedi. Ce sera festif, familial et revendicatif », lance-t-il. « Samedi, oui, on sera là !, confirme Dominique Bousquenaud de la CFDT Energie. Car beaucoup de salariés n’ont plus les moyens de faire grève en semaine. » Comme si cette journée de mobilisation, pourtant massive n’était qu’un intermède avant une nouvelle démonstration de force, dans quatre jours.